

Cayenne fut insultée, pillée, abandonnée par les Anglais; et les fugitifs en reprirent possession, pour se la voir encore arracher en 1672 par les sujets des Provinces-Unies, qui ne la purent retenir que jusqu'en 1676. A cette époque ils en furent chassés par le maréchal d'Estrées. Depuis, la colonie n'a pas été attaquée.

Cet établissement, tant de fois bouleversé, respirait à peine. A peine il jouissait d'un commencement de tranquillité, qu'on espéra favorablement de sa fortune. Quelques flibustiers, qui revenaient chargés des dépouilles de la mer du Sud, s'y fixèrent, et, ce qui était plus important, se déterminèrent à confier leurs trésors à la culture. Ils paraissaient la devoir pousser avec vigueur, lorsque Ducasse leur proposa, en 1688, le pillage de Surinam. Leur goût naturel se réveilla, les nouveaux colons redevinrent corsaires, et leur exemple entraîna presque tous les habitans.

L'expédition fut malheureuse. Une partie des combattans périt dans l'attaque; et les autres, faits prisonniers, furent envoyés aux Antilles, où ils s'établirent. La colonie ne se releva jamais de cette perte. Bien loin de pouvoir s'étendre dans la Guyane, elle ne fit que languir à Cayenne même.

Cette île, qui n'est séparée du continent que par les eaux d'une rivière qui se divise en deux branches, peut avoir quatorze à quinze lieues de circonférence. Par une conformation que la na-

ture donne rarement aux îles, élevée sur les côtés et basse au milieu, elle est entrecoupée de tant de marais, que les communications n'y sont guère praticables. Dans une plaine de deux lieues, qui pouvait être aisément percée de canaux navigables, et dont on n'a pas su même égoutter les eaux, a été bâti le seul bourg qui soit dans la colonie. C'est un amas de baraques entassées sans ordre ni commodités, et où règnent durant l'été d'assez fréquentes fièvres, quoiqu'on n'ait cessé d'en vanter la salubrité. Il est défendu par un chemin couvert, un large fossé, un rempart en terre, et par cinq bastions. Au milieu du bourg est une butte assez élevée, dont on a fait une redoute appelée *le fort*, où quarante hommes pourraient encore capituler après la prise de la place. L'entrée du port n'a guère que treize pieds d'eau. Les navires pourraient toucher à quatorze; mais heureusement la vase est molle, et l'on peut la labourer sans danger.

Les premières productions de Cayenne furent le rocou, le coton et le sucre. Ce fut la première des colonies françaises qui, en 1722, cultiva le café, dont les premiers plants lui étaient venus de Surinam. Dix ou douze ans après on planta du cacao. En 1752 l'établissement ne comptait que quatre-vingt-dix familles blanches, cent vingt-cinq Indiens, et quinze cents noirs.

Tel et plus faible encore était l'état de Cayenne lorsqu'on vit avec étonnement la cour de Ver-

se propose de rendre la Guyane florissante. Ce projet avait-il été judicieusement conçu ? fut-il sagement exécuté ?

sailles chercher en 1763 à lui donner un grand éclat. On sortait des horreurs d'une guerre honteuse. La situation des affaires avait décidé le ministère à acheter la paix par le sacrifice de plusieurs possessions importantes. Il paraissait également nécessaire de faire oublier à la nation et ses calamités et les fautes qui les avaient amenées. L'espérance d'une meilleure fortune pouvait amuser son oisiveté, tromper sa malignité ; et l'on détourna ses regards des colonies qu'elle avait perdues vers la Guyane, qui devait, disait-on, réparer tant de désastres.

Ce n'était pas l'opinion des citoyens qui paraissaient les mieux instruits de la situation des choses. Un établissement formé depuis un siècle et demi, et à une époque où les esprits étaient violemment poussés aux grandes entreprises ; un établissement dont les discordes civiles ni les guerres étrangères n'avaient pas troublé la tranquillité pendant cent ans ; un établissement que des administrateurs sages avaient régi avec désintéressement et application ; un établissement auquel les bienfaits du gouvernement et les secours du commerce n'avaient jamais manqué ; un établissement où le débouché des productions avait été toujours assuré : cette colonie n'était rien. On n'y avait jamais vu de plantation florissante ; aucune fortune ne s'y était élevée. La misère et l'obscurité avaient été opiniâtrément son partage aux mêmes époques où les autres possessions

françaises de l'Amérique étonnaient l'Ancien et le Nouveau-Monde par leur éclat et par leurs richesses. Loin que le temps et le progrès des lumières eussent amélioré son sort, sa situation était devenue de jour en jour plus fâcheuse. Comment espérer qu'elle remplirait les hautes destinées qu'on lui préparait ? Ces considérations n'arrêtèrent pas le ministère. Voyons ce qu'on a dit pour justifier ses vues.

L'Amérique offrait dans l'origine, à l'invasion de l'Europe, deux régions entièrement différentes, la zone torride et la zone tempérée du nord. La première présentait une vaste coupe à la soif de l'or ; à la cupidité, des appâts ; à la mollesse, le repos ; à la volupté, son aliment ; au luxe, ses ressources. Celui qui s'en empara le premier dut éblouir par son éclat, séduire par l'image de son bonheur. Une opulence aussi imposante que rapide ne pouvait manquer de lui donner dans le monde ancien une influence d'autant plus étendue que la nature de la vraie richesse y était ignorée, et que ses rivaux se trouvèrent tout à coup plongés dans une indigence relative, aussi insupportable que l'indigence réelle. Son nouveau domaine était la patrie du despotisme. La chaleur y brisait les forces du corps ; l'oisiveté, suite nécessaire d'une fertilité qui satisfait aux besoins sans le travail, y ôtait à l'âme toute énergie. Cette contrée subit son destin. Les peuples qui l'habitaient étaient des esclaves qui attendaient

un maître. Il vint. Il dit, Obéissez, et l'on obéit. L'esprit des monarchies absolues était une production du sol qu'il y trouva toute formée ; mais il existait au-dessus de sa tête un ennemi auquel on ne résiste point, et qui devait le subjuguier à son tour : c'est le climat. Dans la première ivresse, l'usurpateur forma les projets les plus vastes, et conçut les espérances les mieux fondées en apparence. Il regarda le signe de l'opulence comme le principe créateur et conservateur des forces politiques ; et comment ne s'y serait-il pas trompé ? Si nous sommes désabusés de ce préjugé, c'est peut-être à ses désastres que nous devons cette grande leçon. Ils s'imagina et dut s'imaginer qu'avec de l'or il aurait à sa solde les nations comme il avait les nègres sous sa chaîne, sans prévoir que cet or, qui lui donnait des alliés jaloux, en ferait autant d'adversaires puissans qui, joignant leurs armes à la richesse qu'ils recevaient, tourneraient ce double instrument à sa propre ruine.

La zone tempérée de l'Amérique septentrionale ne pouvait attirer que des peuples laborieux et libres. Elle n'a que des productions communes et nécessaires, mais qui sont dès-lors une source éternelle de richesse ou de force. Elle favorise la population en fournissant matière à cette culture paisible et sédentaire qui fixe et multiplie les familles, qui, n'irritant point la cupidité, préserve des invasions. Elle s'étend dans un continent immense, sur un front large, et partout

ouvert à la navigation. Ses côtes sont baignées d'une mer presque toujours libre, et couvertes de ports nombreux. Les colons y sont moins éloignés de la métropole, vivent sous un climat plus analogue à celui de leur patrie, dans un pays propre à la chasse, à la pêche, à l'agriculture, à tous les exercices, et aux travaux qui nourrissent les forces du corps et préservent des vices corrupteurs de l'âme. Ainsi, dans l'Amérique comme en Europe, ce sera le nord qui subjuguera le midi. L'un se couvrira d'habitans et de cultures, tandis que l'autre épuisera ses suc voluptueux et ses mines d'or. L'un pourra policer des peuples sauvages par ses liaisons avec des peuples libres ; l'autre ne fera jamais qu'un alliage monstrueux et faible d'une race d'esclaves avec une nation de tyrans.

Il était essentiel pour les colonies du midi qu'elles eussent des racines de population et de vigueur dans le nord pour s'y ménager un commerce des denrées de luxe avec celles de besoin, une communication qui pût donner des renforts en cas d'attaque, un asile dans la défaite, un contre-poids des forces de terre à la faiblesse des ressources navales.

Les colonies méridionales françaises jouissaient de cette protection. Le Canada, par sa situation, par le génie belliqueux de ses habitans, par ses alliances avec des peuplades sauvages, amies de la franchise et de la liberté du caractère français,

pouvait balancer, du moins inquiéter la Nouvelle-Angleterre. La perte de ce grand continent déterminait le ministère de Versailles à chercher de l'appui dans un autre; et il espéra le trouver dans la Guyane, en y établissant une population nationale et libre, capable de résister par elle-même aux attaques étrangères, et propre à voler avec le temps au secours des autres colonies, lorsque les circonstances pourraient l'exiger.

Tel fut évidemment son système. Jamais il ne lui tomba dans l'esprit qu'une région ainsi habitée pût jamais enrichir la métropole par la production des denrées propres aux colonies méridionales. Les bons principes lui étaient trop familiers pour ignorer qu'il n'est pas possible de vendre sans suivre le cours du marché général; qu'on ne peut atteindre ce but qu'en cultivant avec aussi peu de frais que ses rivaux; et que des travaux faits par des hommes libres sont de toute nécessité infiniment plus chers que ceux qui sont abandonnés à des esclaves.

Les opérations étaient dirigées par un ministre actif. En politique sage, qui ne sacrifie pas la sûreté aux richesses, il ne se proposait que d'élever un boulevard pour défendre les possessions françaises. En philosophe sensible, qui connaît les droits de l'humanité et qui les respecte, il voulait peupler d'hommes libres ces contrées fertiles et désertes. Mais le génie, surtout le génie impatient de jouir, ne prévoit pas tout. On s'é-

gara, parce qu'on crut que des Européens soutiendraient sous la zone torride les fatigues qu'exige le défrichement des terres; que des hommes qui ne s'expatriaient que dans l'espérance d'un meilleur sort s'accoutumeraient à la subsistance précaire d'une vie sauvage dans un climat moins sain que celui qu'ils quittaient.

Ce mauvais système, où le gouvernement se laissa entraîner par des hommes audacieux que leur présomption égarait, ou qui sacrifiaient la fortune publique à leurs intérêts particuliers, fut aussi follement exécuté qu'il avait été légèrement adopté. Tout y fut combiné sans principe de législation, sans intelligence des rapports que la nature a mis entre les terres et les hommes. Ceux-ci furent distribués en deux classes, l'une de propriétaires, et l'autre de mercenaires. On ne vit pas que cette distribution, qui se trouve établie en Europe, et presque chez toutes les nations civilisées, est l'ouvrage de la guerre, des révolutions et des hasards infinis que le temps amène; que c'est la suite des progrès de la sociabilité, mais non la base et le fondement de la société, qui, dans l'origine, veut que tous ses membres participent à la propriété. Les colonies, qui sont de nouvelles populations et de nouvelles sociétés, doivent suivre cette règle fondamentale. On s'en écarta dès le premier pas, en ne destinant des terres dans la Guyane qu'à ceux qui pourraient y passer avec des fonds et des avances

pour les cultiver. Les autres, dont on tenta la cupidité par des espérances vagues ou équivoques, furent exclus de ce partage des terres. Ce fut une faute de politique contre l'humanité. Si l'on eût donné une portion de terrain à défricher à tous les nouveaux colons qu'on portait dans cette région nue et déserte, chacun l'eût cultivée d'une manière proportionnée à ses forces et à ses moyens, l'un avec son argent, l'autre avec ses bras. Il ne fallait ni rebuter ceux qui avaient des capitaux, parce que c'étaient des hommes très-précieux pour une colonie naissante, ni leur donner une préférence exclusive, de peur qu'ils ne trouvassent pas des coopérateurs qui voulussent se mettre dans leur dépendance. Il était indispensable d'offrir à tous les membres de la nouvelle transmigration une propriété où ils pussent faire valoir leur travail, leur industrie, leur argent, en un mot, leurs facultés plus ou moins étendues. On devait prévoir que des Européens, quelle que fût leur situation, ne quitteraient pas leur patrie sans l'espérance d'un meilleur sort; et que tromper leur espoir et leur confiance à cet égard serait ruiner la colonie dont on projetait les fondemens.

Des hommes transportés dans des régions incultes n'y trouvent que des besoins; et les travaux les mieux ordonnés, les plus suivis, ne sauraient empêcher que ceux qui passeront dans ces déserts pour défricher les terres ne restent dénués de

tout jusqu'à l'époque plus ou moins éloignée des récoltes. Aussi la cour de Versailles, à qui une vérité si frappante ne pouvait échapper, s'engagea-t-elle à nourrir indistinctement, durant deux années, tous les Allemands, tous les Français qu'elle destinait à la population de la Guyane. Mais cet acte de justice n'était pas une action de prudence. Il fallait prévoir que les vivres seraient mal choisis par les agens du gouvernement. Il fallait prévoir que, quand même les approvisionnemens auraient été faits avec zèle, avec prudence, avec désintéressement, c'était une nécessité que la plupart se gâtassent, soit dans le trajet, soit au terme. Il fallait prévoir que les viandes salées, bien ou mal conservées, ne seraient jamais une nourriture convenable pour de malheureux réfugiés qui quittaient un climat sain et tempéré pour occuper les sables brûlans de la zone torride, pour respirer l'air humide et pluvieux des tropiques.

Une politique judicieuse se serait occupée de la multiplication des troupeaux avant de songer à l'établissement des hommes. Cette précaution n'aurait pas seulement assuré une subsistance saine aux premiers colons, elle leur aurait encore fourni des instrumens commodes pour les entreprises qu'exige la formation d'une peuplade nouvelle. Avec ce secours ils auraient bravé des fatigues que le ministère se serait chargé de payer libéralement, et auraient préparé des logemens

et des denrées à ceux qui devaient les suivre. Par cette combinaison, qui n'exigeait pas des méditations bien profondes, l'établissement qu'il s'agissait de former aurait acquis en peu de temps la consistance dont il était susceptible.

On ne fit pas ces réflexions si simples, si naturelles. Douze mille hommes furent débarqués, après une longue navigation, sur des côtes désertes et impraticables. On sait que, dans presque toute la zone torride, l'année est partagée en deux saisons, l'une sèche et l'autre pluvieuse. A la Guyane, les pluies sont si abondantes depuis le commencement de novembre jusqu'à la fin de mai, que les terres sont submergées ou hors d'état d'être cultivées. Si les nouveaux colons y étaient arrivés au commencement de la saison sèche, distribués sur les terrains qu'on leur destinait, ils auraient eu le temps d'arranger leurs habitations, de couper les forêts ou de les brûler, de labourer ou d'ensemencer leurs champs.

Faute de ces combinaisons, on ne sut où placer cette foule d'hommes qui arrivaient coup sur coup dans la saison des pluies. L'île de Cayenne aurait pu servir d'entrepôt et de rafraîchissement aux nouveaux débarqués. On y aurait trouvé du logement et des secours. Mais la fausse idée dont on était prévenu, de ne pas mêler la nouvelle colonie avec l'ancienne, fit rejeter cette ressource. Par une suite de cet entêtement, on déposa dans les îles du Salut ou sur les bords du Kourou, sous

la toile, et dans de mauvais hangars, douze mille malheureux. C'est là que, condamnés à l'inaction, à l'ennui, à la privation des premiers besoins, aux maladies contagieuses qu'enfantent toujours des subsistances corrompues, à tous les désordres que produit l'oisiveté dans une populace transportée de loin sous un nouveau ciel, ils finirent leur triste destinée dans les horreurs du désespoir. Leurs cendres crieront à jamais vengeance contre les inventeurs, contre les fauteurs d'un projet funeste qui a fait tant de victimes : comme si la guerre, dont elles étaient destinées à combler les vides, n'en avait pas assez moissonné dans le cours de sept années.

Pour qu'il ne manquât rien au désastre, et que les 25,000,000 employés au succès d'un système absurde fussent entièrement perdus, l'homme chargé de mettre fin à tant de calamités crut devoir ramener en Europe deux mille hommes, dont la constitution robuste avait résisté à l'intempérie du climat, à plus de misères qu'on ne saurait dire.

L'état s'est trouvé heureusement assez puissant pour pouvoir soutenir de si grandes pertes. Mais qu'il est douloureux pour la patrie, pour les sujets, pour toutes les âmes avares du sang français de le voir ainsi prodiguer dans des entreprises ruineuses, par une folle jalousie d'autorité qui commande un silence rigoureux sur les opérations publiques ! Eh ! n'est-ce pas l'intérêt

de la nation entière que ses chefs soient éclairés! Mais peuvent-ils l'être autrement que par des lumières générales? Pourquoi lui cacher des projets dont elle doit être l'objet et l'instrument? Espère-t-on commander aux volontés sans l'opinion, et inspirer le courage sans la confiance? Les vraies lumières sont dans les écrits publics, où la vérité se montre à découvert, où le mensonge craint d'être surpris. Les mémoires secrets, les projets particuliers ne sont guère que l'ouvrage des esprits adroits et intéressés qui s'insinuent dans les cabinets des administrateurs par des routes obscures, obliques et détournées. Quand un prince, un ministre s'est conduit par l'opinion publique des gens éclairés, s'il éprouve des malheurs, ni le ciel ni la terre ne peuvent lui reprocher. Mais des entreprises faites sans le conseil et le vœu de la nation, des événemens amenés à l'insu de tous ceux dont on expose la vie et la fortune, qu'est-ce autre chose qu'une ligue secrète, une conjuration de quelques individus contre la société entière? Jusqu'à quand l'autorité se croira-t-elle humiliée, en s'entretenant avec les citoyens? jusqu'à quand témoignera-t-elle aux hommes assez de mépris pour ne pas chercher même à se faire pardonner ses fautes?

Qu'est-il arrivé de la catastrophe où tant de sujets, tant d'étrangers ont été sacrifiés à l'illusion du ministère français sur la Guyane? C'est

qu'on a décrié cette malheureuse région avec tout l'excès que le ressentiment du malheur ajoute à la réalité de ses causes. Heureusement les observations de quelques hommes éclairés nous mettent en état de débrouiller le chaos.

Cette vaste contrée, qu'on décora du magnifique nom de *France équinoxiale*, n'appartient pas tout entière à la cour de Versailles, comme elle en eut autrefois la prétention. Les Hollandais, en s'établissant au nord, et les Portugais au midi, ont resserré les Français entre la rivière de Marony et celle de Vincent Pinçon, ou d'Oyapock, ce qui forme encore un espace de plus de cent lieues.

Les mers qui baignent cette longue côte sont faciles, ouvertes, débarrassées de tous les obstacles qui pourraient gêner la navigation. On n'y voit que les deux îles du Salut, à trois lieues de la terre-ferme. Comme elles ne sont séparées que par un canal de quatre-vingts toises, il serait aisé de les joindre; et, après leur union, elles formeraient un abri suffisant pour les plus grands vaisseaux. La nature a tellement disposé les choses, qu'il n'en coûterait que peu pour rendre ce poste imprenable, avec les matériaux qui se trouvent sur les lieux mêmes. De ce port, couvert de tortues une partie de l'année, et placé au vent de l'archipel américain, une escadre pourrait, durant la guerre, voler en sept ou huit jours au secours des possessions nationales, ou aller attaquer celles des puissances ennemies de la France.

x.
Idée qu'il
faut se former
des côtes
et du sol de
la Guyane.